

Pour sortir de la violence au nord du Mali

c'est l'ensemble du Sahel qui a besoin d'un
véritable plan Marshall

Serge Michailof
Colloque FERDI 29 juin 2012

Tout le nord du Mali et une bonne part du Sahara se sont transformés de zone grise en zone blanche

La prise de contrôle par la rébellion touarègue du nord du Mali depuis janvier dernier

Et la prolifération ouverte dans tout le nord de ce pays de multiples groupes armés

dont certains comme AQMI ont établi leur influence sur une bonne partie du nord Sahel

et fait la liaison avec des groupes terroristes comme Boko Haram

Attestent de la dégradation générale de la situation dans toute la région



La situation générale se dégrade rapidement

Plus de 200 000 réfugiés ont fui les zones de combats et l'insécurité.

Une crise alimentaire dramatique se profile à l'horizon.

Les armes en provenance du "supermarché" lybien circulent désormais de la RCA à la Mauritanie.

Le coup d'Etat au Mali à la veille de l'élection présidentielle paralyse le nécessaire processus politique qui exige une négociation avec le principal mouvement rebelle

Les risques sécuritaires s'étendent maintenant au delà du Mali à tout le nord du Niger et la Mauritanie;

L'est du Sénégal et le nord du Burkina ne sont pas à l'abri d'incursions armées et de tentatives de déstabilisation.



L'analogie avec l'Afghanistan ne doit plus être prise à la légère

Les africanistes contestent certes cette analogie compte tenu des différences culturelles, historiques et géographiques.

Pourtant dans ces deux cas des mouvements extrémistes se développent sur un terreau qui présente de grandes similitudes.

L'économie rurale délaissée de longue date et frappée par la sécheresse est en ruine.

La démographie est galopante: la population du Niger, Mali et Burkina va presque tripler d'ici 2050 passant de 44 à 125 millions.

Les administrations locales sont gravement défaillantes.



En tout état de cause les leçons de la faillite de l'intervention occidentale en Afghanistan doivent impérativement être prises en compte

Des troupes occidentales ne doivent en aucun cas être engagées

Il est au contraire essentiel d'aider les gouvernements sahéliens à reconstruire leur appareil régalien: armée, gendarmerie, administration territoriale

Il faudra appuyer les nécessaires négociations politiques avec les groupes qui ne se réclament pas du terrorisme international

par des programmes de développement de très grande ampleur

qui devront partir en priorité des zones calmes du sud pour s'étendre progressivement dans les zones grises au nord



En terme de développement du nord au sud, il y a tant à faire !

Au sud il faut recréer une véritable dynamique de développement rural accéléré;
Pour cela relancer les programmes coton / vivrier dont le succès ancien atteste du potentiel agricole;
Promouvoir la culture attelée, exploiter le potentiel d'irrigation
Relancer de vastes programmes de formation technique (mécanique, bâtiment, etc)
Accélérer les programmes d'éducation, en particulier des filles;
Relancer les petits investissements ruraux par des programmes de type "fonds de développement rural";
Et bien sûr réformer de fond en comble administrations territoriales et gendarmeries.



Au nord le potentiel est certes plus limité,
mais il y a également tant à faire !

Ouvrir des pistes, aménager les bas
fonds, réhabiliter l'économie fragile
des oasis

Mieux organiser l'accès à l'eau des
hommes et des troupeaux

Faciliter la transhumance et aider au
règlement des conflits éleveurs
pasteurs

Organiser le retour de l'eau par des
travaux de terrassement

Former les jeunes aux métiers
qualifiés qu'ils pourront exercer en
émigrant vers le sud et les pays de
basse côte

Remettre en route les services
sociaux

Assurer la sécurité en assainissant la
gendarmerie



On connaît déjà le prix de l'inaction

La déstabilisation s'étendra du Mali au Niger puis à la Mauritanie, au Tchad, à la RCA et au Burkina;

Le Sénégal connaîtra l'insécurité.

L'émigration de populations déracinées et sans qualification vers les centres urbains et le sud s'accélérera;

Elle s'accélérera aussi vers l'Europe.

Au delà de toute considération caritative, la France n'aurait sans doute aucun intérêt géopolitique dans cette région?

Oublie-t-on que Montreuil est sans doute en bonne partie une ville malienne ?

Que 30 % de l'uranium brûlé dans nos centrales provient du Niger ?

Enfin qu'un immense foyer d'instabilité couvrant une population de dizaine de millions de personnes confrontées à une impasse démographique,

ne peut constituer qu'un cauchemar à 4 heures d'avion de Paris



Agir efficacement suppose ne pas répéter les bêtises commises en Afghanistan, en RDC, à Haïti etc.

Au plan international ce n'est pas l'argent qui manque

Mais pour être effective l'aide ne doit pas se limiter à des promesses et des habillages statistiques

Elle doit être utilisée dans le cadre d'une programmation stratégique cohérente

En fonction de priorités clairement déterminées avec les gouvernements

Elle ne doit pas être gérée comme un grand bazar

où chacun fait ce qui lui plait dans le plus grand désordre

Il faut pour cela un chef de file qui doit veiller à la cohérence des approches avec les objectifs politiques du programme global

La France peut naturellement assurer ce rôle

Mais il lui faut pour cela mettre la main à la poche

Ce doit être facile pour elle

N'est elle pas le 3ème donateur au plan mondial avec 10 milliards d'euros d'aide au développement ?



Il est grand temps de devenir sérieux

Pour être sérieux en matière de développement du Sahel, il faut envisager d'investir au minimum 1,5 à 2 milliards de dollars *additionnels* d'aide par an

En particulier dans le secteur rural le grand oublié de l'aide internationale

Ces montants sont compatibles avec ce que les grandes institutions internationales :

Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Union Européenne

peuvent mobiliser sur cette zone



Mais pour lancer la dynamique...

...et en particulier orienter l'aide vers le secteur rural et le renforcement des institutions régaliennes

la France devrait dégager environ 300 millions d'euros par an de subventions pour le Sahel soit environ 3% de son aide globale

Or que constate t-on ? Le montant de l'aide bilatérale française sous forme de subventions destinées au développement rural des 5 pays sahéliens

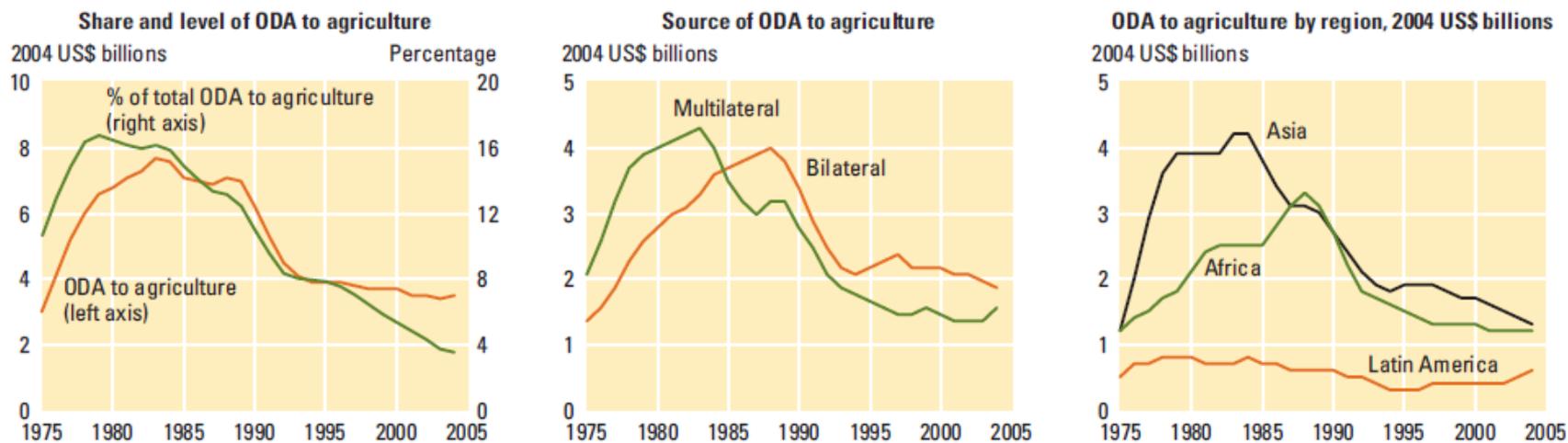
a été en moyenne de 14 millions d'euros par an au cours des 3 dernières années

Ce qui correspond à 1,4 millième de notre aide ???



Ces chiffres lamentables sont cohérents avec le désintérêt des grands donateurs pour le développement rural

Figure 1.8 Official development assistance to agriculture declined sharply between 1975 and 2004



Source: OECD 2006a.

Note: Data smoothed by locally weighted regressions.

- Raison pour laquelle on ne peut leur faire à priori confiance quant à ce qu'ils feront de leurs ressources s'ils conduisent en toute indépendance "leurs" programmes "business as usual"
- Rappelons qu'en Afghanistan, sur les 5 premières années cruciales de l'intervention de l'aide internationale, alors que la population est à 75 % rurale, seule 5% de l'aide est allée à l'agriculture.....

Des arbitrages s'imposent !

Dans le contexte budgétaire que nous connaissons tous nous ne pouvons rêver

Il est impensable de demander un accroissement de notre aide au développement

Nous savons aussi que sur notre aide, une bonne part correspond à des habillages statistiques, peut-être 40 % sur les 10 milliards proclamés

Certes sur les 6 milliards restant

Une grande part transite par les organisations internationales (où son efficacité est finalement incertaine)

L'essentiel du reste est consenti sous forme de prêts qui ne peuvent être utilisés pour le développement rural des pays du Sahel

Au total il ne reste qu'environ 300 millions d'euros de subventions d'aide projet bilatérales pour répondre aux demandes d'une vingtaine de pays...



En France, à la différence de la Grande Bretagne, ces questions n'ont jamais fait l'objet d'un débat politique

Cette situation est le produit d'une sédimentation de choix bureaucratiques pris au cours des ans sans aucune réflexion stratégique

Ces choix verrouillent aujourd'hui la situation

Peut on accepter que sur 6 milliards d'euros d'aide effective

il soit impossible par des réaffectations budgétaires internes

De dégager 5 % au profit de ce programme pour le Sahel ?

Ce qui permettrait de sécuriser les 1,5 à 2 milliards de dollars indispensables

Et aussi de veiller à leur bon usage !

Quel avenir voulons nous pour la jeunesse sahélienne ?



